



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 9 - avril 2010

Coups d'Etat à répétition : le plus grand danger qui guette Madagascar

Nous ne le répèterons jamais assez : il n'y a pas de plus grand malheur pour un pays qu'un coup d'Etat. **N'en déplaise aux défenseurs des putschistes qui, comme le Père Pedro persistent à fermer les yeux sur la réalité, rien jamais ne pourra justifier un coup d'Etat dans un pays où les élections ont été libres.** Car un coup d'Etat ne peut pas être vertueux. De ce fait, il n'apportera pas de solutions aux problèmes qui ont servi de prétexte à ses auteurs pour le perpétrer, mais en créera d'autres plus graves. De plus il risque d'entraîner le pays dans le cycle infernal des putschs à répétition.

Un coup d'Etat ne peut pas être vertueux

Rien n'hypothèque davantage l'avenir d'une nation qu'un coup d'Etat, car **il met le pays hors la loi et livre la population à des dirigeants qui pourront ensuite donner libre cours à leur cupidité en agissant hors de tout contrôle et de tout cadre légal.** Les exemples partout dans le monde l'ont montré : un coup d'Etat entraîne toujours un enrichissement accéléré des dirigeants – le plus souvent pire que ce qui était reproché à ceux dont ils ont confisqué la fonction - et une aggravation tout aussi accélérée de la pauvreté de la population.

Madagascar n'a pas échappé à cette règle.

Les fortunes amassées en l'espace d'une année au pouvoir par certains membres de la HAT, par des membres du gouvernement et des militaires membres des institutions nouvellement créées, ne sont un secret pour personne, malgré les récentes précautions qui les ont amenés à effectuer certaines transactions en argent liquide afin d'éviter la traçabilité bancaire ou le risque du gel de leurs avoirs, en cas de sanctions internationales. Sans préjuger des résultats de futures enquêtes éventuelles, cet enrichissement ultra rapide par des trafics en tout genres, notamment de produits miniers et de bois précieux, sont visibles par le public, les concernés jouissant de leur richesse nouvelle de façon ostentatoire, persuadés qu'ils sont de l'impunité que leur confère la raison du plus fort.

Les fermetures d'entreprises, la perte de marché pour les produits agricoles, les 250 000 emplois perdus et les 500 000 emplois menacés, la hausse des prix des produits de première nécessité – le prix du sucre par exemple a connu une hausse de 60% en un an – sont des faits tout aussi incontestables. Ces faits auraient dû interpeller fortement le Père Pedro qui se veut le champion des pauvres et se donne même le droit de s'adresser à la Commission Européenne au nom du peuple malgache tout entier, confondant par-là Akamasoa avec Madagascar, toute modestie de prêtre oubliée.

Les exemples dans le monde ont aussi montré qu'un coup d'Etat et la suspension de la constitution qui est toujours la première mesure prise par leurs auteurs, donne à ces derniers un pouvoir discrétionnaire soutenu par l'usage des armes. C'est pourquoi un coup d'Etat s'accompagne inmanquablement d'une restriction des libertés – voire de leur suppression – et d'exactions physiques, morales ou judiciaires contre ceux qui refusent de se soumettre. C'est le cas pour Madagascar où la liste des exactions continue de s'allonger.

Un coup d'Etat peut en entraîner d'autres

L'actualité nous le rappelle: l'effet le plus pervers d'un coup d'Etat est qu'il crée un précédent et éveille les appétits de tous les apprentis dictateurs. **Que ceux qui s'efforcent de justifier le coup d'Etat à Madagascar n'oublient pas que, tel un véritable cancer, c'est une maladie politique qui peut avoir des récidives mortelles.**

Qu'il soit simulé dans le cadre d'une manœuvre politique comme ces dernières semaines, ou qu'il soit réellement perpétré dans le futur, le coup d'Etat constitue hélas maintenant le plus grand danger pour l'avenir de la démocratie et du développement durable de Madagascar.

Les auteurs du putsch de mars 2009 et leurs complices actifs porteront à jamais cette responsabilité devant les générations à venir. Mais ils ne seront pas les seuls. Sont également responsables de cette situation leurs complices passifs, c'est-à-dire ceux qui ont refusé de défendre les institutions républicaines quand il en était encore temps. Ces complices passifs obéissaient à des mobiles divers : pour certains, ce fut la crainte de voir le président Ravalomanana répéter les erreurs reprochées à son prédécesseur en prenant les décisions de manière de moins en moins concertée et en laissant le culte de la personnalité refaire son apparition lors de son second mandat. Pour d'autres, ce fut le refus égoïste de sortir du confortable cocon matériel qu'ils avaient construit en se lançant dans le monde des affaires. **Tous avaient en commun une méconnaissance de l'histoire du monde et donc de l'importance vitale du respect de la constitution. Ils n'ont pas compris le danger présent et futur généré par une violation de la loi fondamentale, quels qu'aient pu être leurs griefs et leurs critiques – parfois fondés - envers un président de la république par ailleurs démocratiquement réélu.**

En tout état de cause, par leur refus de s'opposer à ce premier coup d'Etat de l'histoire post coloniale malgache, ils ont encouragé les putschistes présents et à venir.

Comment préserver l'avenir ?

Une année précisément après le départ forcé de Marc Ravalomanana, les annonces quasi hebdomadaires de supposés complots militaires ou de simulacres de coup d'Etat feraient sourire venant de putschistes craignant d'être des arroseurs arrosés, si elles ne traduisaient pas la banalisation du concept. **Ce début de banalisation mettra constamment l'ordre constitutionnel sous la menace d'un coup d'Etat potentiel, même en cas de sortie de l'actuelle crise politique.** Aussi, la conception et l'application de mesures visant à prévenir efficacement à l'avenir toute velléité de prise de pouvoir en dehors des élections, nous semblent devoir figurer parmi les actions les plus urgentes dès le rétablissement d'un pouvoir légal.

La première mesure devrait à l'évidence être d'ordre social. Il faudra remédier d'urgence à la situation de précarité, voire de survie, dans laquelle se trouve une grande partie de la population. On pourrait par exemple recourir de nouveau aux filets de sécurité touchant les produits de première nécessité et les médicaments, comme le fit le premier ministre Francisque Ravony en 1994 afin d'atténuer les impacts sociaux des mesures d'ajustement structurel. C'est l'une des conditions du retour à la stabilité sociale et politique, car le dénuement est toujours un terreau favorable aux aventuriers. C'est aussi l'une des conditions de la remobilisation générale pour retrouver la voie du développement.

Parmi les mesures à prendre devraient figurer également une réforme profonde de la mission et de l'organisation de l'armée malgache qu'il faudra peut-être orienter davantage vers la défense civile et la surveillance du littoral, comme l'a expérimenté avec succès certains pays comme le Costa Rica.

Le renforcement de la culture civique et politique de la population constituerait aussi un rempart efficace contre les tentatives de putsch. Pour ce faire, les associations de défense de la démocratie devront disposer des médias nécessaires à la diffusion de leurs messages. En effet, la multiplicité – du moins avant le coup d'Etat – des journaux, stations de radio ou de télévision donne une apparence trompeuse de liberté et de richesse d'information. En réalité, la plupart de ces médias se soucient peu de contribuer à l'éducation des citoyens en diffusant des informations fiables. Ils entretiennent au contraire la confusion dans les esprits par manque de professionnalisme, ou pire, en déformant délibérément les faits pour soutenir de façon partisane tel ou tel groupe politique. Ils constituent ainsi un facteur de fragilisation de la démocratie.

La corruption des dirigeants contribue au désintéret des citoyens de la chose publique, ce qui fragilise aussi la démocratie. Ce renforcement de la culture civique par les associations civiles sera un renfort dans la lutte contre la corruption qui devra être une autre priorité forte, la corruption ayant atteint des sommets depuis un an.

Enfin, une autre mesure, mais qui n'est pas la moindre, serait d'aider les Eglises chrétiennes de Madagascar à retrouver la voie de l'œcuménisme tel qu'elles l'ont vécu jusqu'à ces quatre ou cinq dernières années. Sans renoncer au partenariat social avec ces Eglises, au demeurant très bénéfique pour le pays, les dirigeants à venir devraient pour cela s'abstenir de fonder le développement de leur carrière ou leur recrutement pour les hautes fonctions de l'Etat sur l'appartenance à telle ou telle communauté religieuse. Les Eglises ainsi purifiées des pollutions politiciennes, le Conseil Oecuménique retrouverait toute son autorité morale et redeviendrait le groupe de raiamandreny dont le pays a encore tant besoin.

La tâche de reconstruction et d'assainissement au sortir de cette crise sans précédent sera immense. Mais pour une fois d'accord sur un point avec l'ambassadeur de France, nous devons croire en notre pays.

Flash sur les atteintes aux droits de l'homme

Certains pasteurs de l'Eglise Réformée de Madagascar sont victimes depuis quelques semaines d'actes de harcèlement moral. Derniers en date de ces actes : le 20 avril deux gendarmes sous l'emprise de l'alcool se sont introduits dans la demeure du Pasteur Andriamisata Roger à Ambohimamory. Les fidèles ont dû s'organiser pour assurer une garde de nuit afin de protéger le pasteur de violences éventuelles.

Toujours le 20 avril, un groupe de militaires se sont présentés au domicile du Général Raelina accusé de faire partie des auteurs de la dernière tentative présumée de coup d'Etat. En l'absence de l'intéressé, les militaires s'en sont pris à son fils qui a été blessé et a dû être hospitalisé.

Mais comme le dit le Père Pedro, tout va bien, à part « quelques accrochages »...

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Île de la Réunion